

Business Unit : au tour du transport ferroviaire !

Nous nous y attendions, la Direction Générale le met en œuvre au 1^{er} janvier 2023 : elle crée « l'unité d'affaire » du transport ferroviaire, appelée **Business Unit RATP Services Ferrés (BU RSF)**.



La CGT-RATP a été reçue lors d'une première rencontre multi-syndicale de présentation, suivie d'une rencontre bilatérale.

Lors de cette dernière, **notre syndicat a réaffirmé son opposition à l'ouverture à la concurrence des services publics**, qui mène toujours à un appauvrissement des services rendus aux utilisateurs et utilisatrices et, pour les salarié.e.s, à **une dégradation des conditions de travail et une dégradation sociale**. Nous avons réaffirmé notre profond attachement à l'EPIC RATP et notre opposition à son démantèlement, matérialisé par la création des Business Units et autres filiales.



La création de la BU RSF est **portée par la Direction comme « nécessaire »** dans le cadre de l'ouverture à la concurrence en... 2039 au plus tard.

La Direction Générale dit vouloir s'y prendre suffisamment tôt pour **ne pas revivre les mêmes déboires qu'à RDS, BU créée bien trop tard à son goût**.

Serait-ce parce que la rapidité de « l'ouverture à la concurrence » du réseau de surface n'a pas permis d'en masquer la brutalité pour les salariés, **qui vont travailler plus pour gagner moins ?**

Le temps long lui permettra en effet d'habituer tranquillement les générations successives de salarié.e.s aux **contraintes de « l'ouverture à la concurrence »**, formule qui n'est qu'un doux euphémisme de la novlangue de nos dirigeants **pour signifier privatisation**, ce mot aujourd'hui banni car trop connoté de l'avidité des acteurs privés, prêts à se jeter comme des voraces sur le moindre morceau d'une entreprise en excellente santé financière et reconnue pour son savoir-faire.

L'organisation de la BU RSF se fera en plusieurs étapes, dont la Direction ne semble pas savoir grand-chose à ce stade. **Enfin, c'est ce qu'elle veut nous faire croire....**

En effet, le dialogue sur le sujet est pour l'instant assez surréaliste : la Direction reçoit toutes les organisations syndicales pour leur annoncer la mise en place d'une nouvelle organisation, en **jurant la main sur le cœur que cela sera transparent pour les salarié.e.s**. Au moins au 1^{er} janvier 2023. Parce qu'après, on ne sait pas ce qu'il va se passer.



Se moquerait-on de nous ? L'entreprise entreprendrait la transformation **la plus importante de son histoire depuis 1991** et la création des départements et des unités par son PDG Christian Blanc, et sa Direction Générale ne saurait pas où elle va en créant les Business Units ?

L'analyse que fait la CGT-RATP est la suivante : **la BU RSF est créée dans le but d'être filialisée, et ce, le plus rapidement possible.**

En attendant, la transformation des départements en « directions opérationnelles » et l'autonomie grandissante des Unités Opérationnelles **vont permettre une productivité physique plus importante**. Car si au 1^{er} janvier 2023 n'interviennent que des transferts de salariés vers la BU, nul doute que **certains postes disparaîtront à terme**. Reste à déterminer ce terme...



Et ce ne sont pas les études d'impact promises qui vont nous rassurer, puisque celles-ci ne concernent que les salarié.e.s transféré.e.s des départements autres que RER, SEM et MTS vers la BU RSF.

Cette méthode revient à **nier les impacts croisés de l'intégration de ces salarié.e.s au sein des effectifs des anciens départements ferroviaires**.

Voici le calendrier de mise en place annoncé par la direction, mais dont elle dit elle-même qu'il n'est pas figé et **ne peut-être considéré comme définitif** :

1er janvier 2023 : création de la BU ;

2024-2025 : finalisation de l'organisation des Directions Centrales ;

2025-2029 : mise en place d'une organisation par « produit » (*le mot utilisé en dit long*) Métro et RER ;

2029-2033 : intégration de la maintenance, notamment de la maintenance courante MRF.

Notre syndicat s'attend à ce que la mise en place « progressive » de la BU RFS se fasse par **la méthode de la « réorganisation permanente »**, souvent mise en place pour atteindre « la meilleure organisation possible », **c'est-à-dire la plus nocive pour les agent.e.s**.



Ce sentiment est renforcé par l'utilisation massive des termes « **produit** », « **coup** », « **recette** », « **budget** » dans le document présenté par la direction, quand les mots « **service publics** », « **salarié.e.s** », ou « **conditions de travail** » n'y figurent pas.

Par ailleurs, et alors même que la seule place laissée à un semblant de dialogue social dans cette réorganisation majeure est le moment qui précède la création de la BU, **la direction n'a aucunement l'intention de cadrer son projet par un protocole d'accord mais compte bien imposer ses choix** et décisions de façon unilatérale, arguant de sa prérogative d'organiser le travail.



Cela démontre, s'il en était encore besoin, **la place que donne la Direction Générale à l'être humain** et à son respect dans les organisations qu'elle envisage. Par ailleurs, pour échanger régulièrement avec les directions, **elles sont elles-mêmes perturbées et en désaccord avec la méthode employée**, jugée brutale et en opposition aux **valeurs d'une entreprise publique de service public**.

La CGT, première organisation syndicale dans l'entreprise, mettra toute son énergie à défendre **une vision progressiste d'un service public** qui doit être au service des personnes qui l'utilisent comme de celles qui le font.

C'est pourquoi elle mettra tout en œuvre pour qu'un **VRAI dialogue social soit mis en place** tout au long des réorganisations et transformations que **nous allons tous et toutes vivre dans les années à venir !**

